

Perspectives de Paix et de Sécurité en RD Congo

■ Jean NYEMBO NGOY, S.J.

Après presque une décennie de guerres et d'instabilité généralisée en République Démocratique du Congo, il est légitime et responsable de nous pencher, comme peuple, sur les questions de paix et de sécurité si nous voulons vivre des temps nouveaux où la logique de la destructuration fait place à celle de la reconstruction et de la stabilité.

Ces dernières années, nul n'ignore l'instabilité politique, économique, sociale, culturelle et même morale, sans précédent qui a caractérisé notre pays. Les guerres de «libération» qu'a connues le pays, les différents conflits qui s'y sont greffés ainsi que la mentalité de prédation devenue quasi la mode ont fragilisé un pays déjà victime d'une politique coloniale et d'une dictature infantilisantes et deshumanisantes. Année après année, nous avons assisté impuissants à la disparition tragique de nombre de nos concitoyens, aux viols et autres violences faites aux femmes et aux mineurs et au pillage systématique de nos richesses du sol et du sous-sol. Tout ce drame nous a rendus tristement célèbres sous un regard complaisant et complice de certaines institutions et de certains pays de la communauté internationale. La tragédie du peuple congolais est encore d'actualité ! Quelle(s) solution(s) envisager pour sortir de cette crise aux multiples faces ? A quel type de changement de mentalité devrions-nous tous nous engager ? Dans le contexte qui nous est propre au Congo, il me semble que ces questions devraient nous orienter vers plus d'engagement pour l'avènement d'une paix véritable et d'une sécurité durable.

De nos jours, il est difficile de dissocier les questions de paix de celles de la sécurité et du développe-

■ Jesuite. Membre du CEPAS.
E-mail : jnyemngoy@yahoo.fr

ment. Ces questions sont tellement liées entre elles que le traitement de l'une invite au traitement de l'autre. Déjà, vers les années 1990, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) présentait la réforme du secteur de sécurité comme la condition *sine qua non* pour tout retour à la paix et tout développement pour la RD Congo. Plus tard, son Comité d'Assistance au Développement (CAD) formula l'approche à l'action que l'OCDE entendait proposer à la communauté des nations dans la recherche d'une solution durable au problème des guerres, conflits et autres formes d'instabilité. Selon le CAD, « si les nations cherchent à créer les conditions dans lesquelles elles échapperaient au cercle vicieux où insécurité, crime et sous-développement se renforcent mutuellement, elles devraient s'occuper simultanément des dimensions socio-économiques, de la justice et de la sécurité » ⁽¹⁾. Dans ses Directives sur la réforme des systèmes de sécurité, le CAD renforce l'idée selon laquelle une réforme intégrée des systèmes de sécurité joue un grand rôle dans la stabilisation des Etats fragiles, affectés par le crime et les conflits et ceux qui se remettent des conflits violents ⁽²⁾.

(1) O E C D D A C
Handbook on
Security System
Reform. Support
Security and Justice,
OECD 2007.

(2) Voir OECD DAC
Handbook...

Le contexte de la RD Congo d'après les guerres et autres conflits met à l'évidence le fait que l'insécurité produite par l'instabilité ne trouve d'autre solution que dans la réforme des systèmes de sécurité en tenant compte des problèmes réels qui ont conduit le pays dans cet état. Le processus de paix que nous avons suivi suite à la guerre de 1996 jusqu'à l'étape actuelle nous invite à scruter les chemins suivis, les moyens employés et les options levées. Compte tenu de la persistance de l'insécurité et de l'instabilité surtout à l'Est du pays, l'on est en droit de s'interroger sur le processus suivi et les résolutions prises. La fin de la guerre qui a endeuillé le pays s'est fait avec des concessions et même des compromis, mais il n'est pas évident qu'elle ait apporté des solutions à long terme au problème réel de l'insécurité.

Sans sécurité, aucun Etat, encore moins la RD Congo, ne saurait rétablir la paix sur l'étendue de son territoire et assurer le bien-être socio-économique de ses citoyens. Dans ces conditions, la réforme du secteur de sécurité devient cet « environnement favorable au développement, à la réduction de la pauvreté, à la bonne

gouvernance et, en particulier, à l'émergence des Etats démocratiques et des institutions fondées sur l'Etat de droit » ⁽³⁾.

Cette réforme prend en compte non seulement les acteurs qui influencent la vie sociopolitique, qu'ils soient de l'intérieur ou de l'extérieur, mais aussi les institutions et mécanismes qui accompagnent ce processus. Ainsi, toute bonne réforme de sécurité devrait s'intéresser aux seigneurs de guerre comme aux autorités politico-sociales, aux institutions locales comme aux institutions internationales, en évaluant leur impact positif ou négatif sur la vie de la nation et en élaborant des politiques susceptibles de mener le pays sur la voie de la stabilité. Ainsi, le secteur de sécurité dans son ensemble comprend :

- Les forces armées et la police ;
- Les pouvoirs exécutif et législatif;
- Les organisations de la société civile ;
- Le système judiciaire et pénitentiaire comme organes qui veillent à l'application de la loi ; mais aussi,
- Les services de sécurité non offerts par l'Etat ⁽⁴⁾.

⁽³⁾ A Beginner's Guide to Security Sector Reform, Global Facilitation Network for Security Sector Reform, Dec. 2007, pdf. p. 4

⁽⁴⁾ *Ibidem.*

Si l'on peut s'accorder sur le fait que la RD Congo a réalisé des progrès remarquables sur le chemin du rétablissement de la paix, il n'en reste pas moins que les efforts à fournir sur ce même chemin sont encore titanesques. Les élections générales de 2006 ont sans nul doute éveillé en nous le rêve d'un nouveau départ, le « réveil du géant ! » Mais l'espoir avec lequel les Congolais et Congolaises sont entrés dans cette nouvelle phase de l'histoire de leur pays s'est vite effrité et cela, aux dires de beaucoup, suite au non-respect des engagements de certains acteurs politiques.

D'une part, nous avons affaire à des élus du peuple qui semblent s'être vite plongés dans la recherche du confort personnel au détriment d'un engagement résolu à trouver des solutions au mal qui ronge la société. Se trouvant face à un système judiciaire non-encore réformé et dont les mécanismes d'observation du respect de la loi laissent encore à désirer, ces élus poursuivent leur « politique du ventre » sans peur d'être interpellés par la base dont ils sont sensés exprimer les intérêts. Par ailleurs, les forces armées et la police espèrent toujours d'être organisées en corps de défense des biens et des personnes, en

défenseurs de la sécurité du pays tout entier. Les activités militaires et autres attaques venues des pays voisins à l'Est comme à l'Ouest appellent des réformes et des renforcements de nos capacités de défense qui doivent encore s'opérer dans notre armée. Pour sa part, la police s'illustre de plus en plus dans les actes de tracasseries au point que les pauvres populations, sans défense, ne savent plus à quel saint se vouer.

D'autre part, nous continuons à faire face aux viols et autres formes de violences exercées sur les femmes et sur les mineurs par des bandes armées non maîtrisées. Dans leur message lors de la marche mondiale qui s'est tenue à Bukavu au mois d'octobre 2010, les femmes ont encore dénoncé ces viols systématiques et ont promis de continuer à marcher tant qu'il existera une seule femme qui se sentirait en insécurité. Les agissements des groupes armés et autres éléments incontrôlés de l'armée régulière font peser encore la menace d'une instabilité imminente. Aussi, l'existence des poches de résistance suggère-t-elle que la paix véritable est encore à conquérir.

Nous continuons à faire face à la précarité de la vie quotidienne des Congolais, situation qui suscite encore des questions qui étaient déjà posées pendant la période pré-électorale : pourquoi l'instabilité perdure-t-elle ? A qui profite cette situation ? Quelle est la part des fils et filles du Congo dans le maintien de ce statu quo ? Ne sommes-nous pas toujours bien équipés pour faire face au problème des soulèvements internes ? Avons-nous le pouvoir de décision sur notre propre sort ou sommes-nous encore à la merci des décideurs étrangers ? Les questions du genre sont nombreuses.

Bien que familières et de tendance à nous plonger dans le découragement du fait de leur répétition, ces questions nous mettent en face d'une réalité devant laquelle nous ne saurions nous voiler la face indéfiniment. Le problème est réel et récalcitrant. Il ne disparaîtra pas de lui-même si nous, Congolaises et Congolais ainsi que les amis et amies du Congo, ne nous mettons pas résolument à la tâche pour y palier. Il est donc de notre devoir aujourd'hui, et non demain ni après-demain, de dire non à l'hypocrisie qui nous a caractérisés pour jeter les bases d'un nouveau départ.

Notre regard sur la situation actuelle du pays se refuse de sombrer dans le pessimisme en s'efforçant de garder la note réaliste, c'est-à-dire voir l'état actuel des choses sans complaisance ni fanatisme. Sans un pareil effort, nous tombons dans une lecture, non seulement négative, mais aussi négativiste de la réalité sociopolitique, une lecture qui désarme tout désir et tout rêve de voir le pays prendre un départ nouveau.

Jean NYEMBO Ngoy